

RUSSIE

Rapport du Parti socialiste révolutionnaire au Congrès socialiste international de Vienne (1914)

Pendant la période qui s'est écoulée depuis le Congrès de Copenhague (1910), la politique intérieure du gouvernement russe ne s'est en rien modifiée. Derrière le pouvoir officiel, dont seuls les représentants ont changé, l'Association de la noblesse unifiée n'a cessé d'inspirer, dans un sens contre-révolutionnaire, toute la politique intérieure, cependant que le capitalisme international n'a cessé de pourvoir aux besoins d'argent du tsarisme. Les représailles gouvernementales ont continué, ainsi que l'écrasement de toutes les manifestations indépendantes. Le nombre des exécutions a bien diminué, mais la relégation et le bagne continuent à frapper sans pitié toutes les démonstrations de l'esprit révolutionnaire. Les enfants mêmes ne sont pas épargnés. La population des prisons s'accroît incessamment, d'où une constante augmentation des dépenses affectées aux constructions pénitentiaires, puisqu'aussi bien la camarilla gouvernementale considère les prisons comme l'attribut principal du pouvoir et comme la meilleure réponse aux croissantes exigences de la vie russe et tout particulièrement, bien entendu, à celles de la classe ouvrière et paysanne.

Chaque jour les journaux sont l'écho de condamnations ou d'expulsions administratives, frappant neuf fois sur dix la population laborieuse des villes et des champs. Le plus souvent, elles sont motivées par des actes de propagande ou simplement, par le fait d'avoir acquis une certaine popularité. Dans les capitales, les expulsions sont spécialement nom-

breuses, ce qui, d'ailleurs, ne contribue pas peu à diffuser l'esprit révolutionnaire. Comme autrefois, on ne néglige rien pour développer la trahison et la provocation et on perfectionne sans cesse le réseau d'espionnage (sous le nom de « collaboration secrète ») dans les classes réputées dangereuses. Et l'exemple de Stolypine, tombé victime d'un système de police dont il avait été l'inspirateur, n'arrête pas ses successeurs.

Les prisons et les bagnes sont toujours le théâtre d'actes de sauvagerie. Non content de priver de leur liberté ceux de ses ennemis tombés entre ses mains, le gouvernement, tout comme par le passé, s'efforce de briser leur énergie en les livrant à l'arbitraire de brutes effrénées et en leur infligeant des peines corporelles.

C'est la presse ouvrière et paysanne qui est le plus persécutée. Nous ne pouvons littéralement pas publier un numéro sans qu'il soit confisqué; il arrive parfois que les imprimeries qui les tirent sont assiégées et les porteurs arrêtés jusqu'au moment où parvient l'ordre de confiscation. Un bon tiers des journaux social-démocratiques sont également confisqués.

On refuse d'autoriser les nouveaux syndicats, et, sous de faux prétextes, on dissout les syndicats déjà autorisés. Les fonctionnaires syndicaux sont perquisitionnés, arrêtés, expulsés. La presse syndicale est opprimée, persécutée de toutes les manières. Les grèves même, malgré leur caractère légal, entraînent des représailles.

Ajoutez à cela les excitations contre les Juifs, puis contre les Finlandais et les Polonais. L'affaire Beilis, l'expulsion en masse des Juifs des régions où ils étaient depuis longtemps établis, leur élimination révoltante des écoles et des facultés; en Finlande, un conflit constitutionnel devenu chronique; la séparation de Kholm d'avec la Pologne, qui d'une province polonaise a fait un « département russe », la création de curies nationales dans les zemstvos de l'Est et dans les municipalités polonaises, — telle est l'œuvre funeste du nationalisme officiel. Et le remplacement de Kokovstef par Goremykine et par Barck aggravera encore les menées du chauvinisme, à moins que la renaissance du mouvement ouvrier ne détourne l'esprit du gouvernement vers d'autres préoccupations.

Tandis qu'on persécute les nationalités de l'Empire, on fait tinter les armes dans les rapports avec l'étranger, on s'immisce dans les affaires des voisins plus faibles. L'occupation du nord de la Perse et de la Mongolie, la tension des relations avec l'Autriche pendant toute la crise balkanique et des relations avec l'Allemagne au début de cette année, — telles ont

été les principales manifestations de la politique extérieure du tsarisme, menaçantes pour toute la civilisation.

Mais c'est la politique agraire, inspirée par la noblesse unifiée qui, à l'intérieur, a eu l'importance politique la plus grande.

La destruction du *mir*, commencée par l'ukase du 9/22 novembre 1906, a été accélérée par la loi de 1910, aux termes de laquelle les communes dont les terres n'ont pas été repartagées depuis vingt-quatre ans sont censées être passées au régime de la propriété individuelle, comme si la vie communale se manifestait seulement par les partages périodiques de la terre. et comme s'il n'y avait pas d'autres moyens que le partage pour en régler la jouissance entre les paysans du *mir*!

La même loi de 1910 a substitué à la propriété familiale la propriété individuelle du chef de famille, de telle sorte que les autres membres de la famille qui, par leur labeur, ont pourtant collaboré à l'acquisition de la propriété familiale et dont l'ancienne coutume assurait les droits, sont désormais entièrement dépouillés et mis à la merci du chef de famille.

Dans leur désir aveugle d'anéantir tout ce qui semble dangereux à la noblesse et à la bourgeoisie omnipotentes et de réduire le *citoyen* au rôle d'*habitant*, nos défenseurs de la famille, de la propriété et de la société détruisent la famille en y introduisant des principes de discussion et de conflit par le rétablissement, en plein xx^e siècle, du pouvoir patriarcal de son chef, et ils augmentent ainsi l'exode rural et l'appropriation individuelle du sol.

Pour détruire définitivement le *mir* que la noblesse considère comme une « coalition permanente » contre les grands propriétaires, le *Comité central d'organisation agraire*, institué par Stolypine, a poussé jusqu'à leurs limites la dispersion des paysans dans les fermes isolées et la désorganisation des anciens villages considérés comme trop imbus d'esprit révolutionnaire.

La Banque des Paysans a suivi la même voie. Afin de faire remonter la valeur vénale des terres, qui était complètement tombée, elle a acquis, des grands propriétaires, plusieurs millions de déciatines à un prix supérieur d'un quart ou même d'un tiers au prix d'avant la Révolution. Les terres ainsi acquises ont été morcelées, puis revendues à titre individuel aux paysans, qui pourtant, dans la période révolutionnaire, avaient montré une tendance très nette à acheter et à louer la terre en commun. Lors même qu'elle n'intervenait qu'en qualité d'intermédiaire entre les grands propriétaires vendeurs et

les paysans acheteurs, la Banque ne manquait jamais de conseiller aux premiers de morceler leurs terres afin de les revendre ultérieurement à un prix une fois et demie supérieur au prix où se faisaient les achats en commun; elle mettait même à cet effet ses arpenteurs à leur disposition.

Le gouvernement n'a pas une politique différente. Il cherche à développer la propriété individuelle en Sibérie, où il vend aux immigrants, en toute propriété, toutes les terres cultivables au lieu de les abandonner, comme devant, gratuitement à la jouissance communale.

De plus, le gouvernement a cherché à améliorer l'agriculture en développant avec une énergie inhabituelle les services agronomiques naguère à peu près inexistants, en favorisant la création de sociétés de crédit agricole, en exagérant même artificiellement ce mouvement, en régularisant le commerce des blés et en organisant le warrant sur les blés. En contribuant au perfectionnement culturel et au relèvement du rendement agricole, le gouvernement a cru avoir supprimé cette question agraire qui, en 1905 et en 1906, lui valut tant d'ennuis graves.

Il est juste de reconnaître que son action dans ce sens a eu l'apparence d'un succès. Elle a semé la discorde parmi les paysans unis naguère au sein du mouvement agraire : les plus riches d'entre eux, ceux qui détenaient de trop gros *nadiels*, se sont empressés de les accaparer à titre individuel, et ils ont poussé ainsi les paysans pauvres, incapables par leur pauvreté même de conserver leurs terres communales, à sortir à leur tour du *mir*. De leur côté, les prolétaires des villes, qui n'avaient pas rompu tout lien avec la terre, mais qui ne la cultivaient plus depuis longtemps, ne purent résister à la tentation de se séparer de leurs *mir*s respectifs, et ils en ont provoqué ainsi la dissolution. Une fois qu'ils étaient devenus les propriétaires à titre individuel de leurs *nadiels*, ils s'empressaient de les revendre, témoignant ainsi du peu de conscience qu'ils avaient de leurs intérêts.

La politique agraire du gouvernement n'a pas été sans jeter le trouble dans la pensée socialiste elle-même. Quelques social-démocrates isolés avaient eu tendance, au début, à saluer l'ukase de 1906 comme un acheminement à la destruction du *mir* et au développement de la propriété individuelle. Leur opposition ultérieure à la réforme agraire est restée quelque peu indécise, ce qui s'explique par la tendance qu'avaient les prolétaires des villes à dénouer les liens qui les attachaient à la terre.

Quant aux socialistes révolutionnaires, leur opposition radicale à l'égard de l'ukase n'alla pas sans une certaine inquié-

tude relativement aux conséquences de la réforme : le gouvernement réussirait-il, oui ou non, à détruire le *mir* ? Réussirait-il, oui ou non, à faire passer la masse paysanne, sous le régime de l'individualisme économique ? Ces questions et beaucoup d'autres semblables divisaient profondément nos camarades.

Les résultats auxquels est parvenue à l'heure actuelle la politique agraire du gouvernement peuvent se résumer ainsi :

1° Les sorties du *mir* qui, très vite, étaient montées au chiffre formidable de 50 à 55.000 par mois, ont baissé plus vite encore : le nombre, depuis quelques années, est stationnaire et se maintient au chiffre de 13.000 environ par mois, en comptant dans ce nombre les paysans des communes où le partage des terres n'a pas eu lieu depuis 24 ans et que la loi de 1910 a fait passer *de plano* au régime de la propriété privée.

2° Les mesures prises par le gouvernement pour résoudre la question agraire (émigration des paysans, vente des terres du fisc et des apanages de la couronne, action de la Banque des paysans) ont été frappées d'impuissance et n'arrivent même pas à satisfaire les besoins de terre résultant de l'accroissement annuel de la population ; et elles sont demeurées, à plus forte raison, non avenues pour la masse énorme des paysans à demi prolétarisés (plusieurs dizaines de millions en 1903). Le manque de terres, loin de diminuer, a augmenté. A l'heure actuelle, l'émigration d'une part, les opérations de la Banque des Paysans d'autre part, après le rapide essor qu'avaient déterminé les troubles agraires, sont presque retombées au niveau d'avant-la Révolution.

3° Le gouvernement et, plus encore les *zemstvos*, ont déployé ces temps derniers beaucoup de zèle pour relever l'agriculture. Mais leurs efforts n'ont pas élevé d'un seul *poud* la récolte moyenne d'une *déciatine*. C'est que le gouvernement s'obstine à ne favoriser exclusivement que les paysans passés à la propriété individuelle, lesquels ne sont qu'une faible minorité. Il empêche les paysans restés fidèles au *mir* — c'est la grande majorité — d'améliorer leur économie, soit directement en s'opposant à une nouvelle répartition des terres de labourage nécessaire pour qu'il soit possible de passer du régime des trois assolements à un régime supérieur, soit indirectement en entretenant la commune dans un état d'insécurité et d'instabilité perpétuelle, le droit qu'a tout paysan de requérir la séparation étant pour elle une menace constante de dissolution.

4° Malgré la réforme, le gouvernement n'a pas réussi à se

concilier les paysans aisés; les fermes isolées (*khoutors*) qu'il a créées sont pour le moment très peu nombreuses et ne se distinguent ni par la perfection de leur outillage ni par leur prospérité.

Par ailleurs, le trouble et la confusion apportés dans la vie des campagnes par la réforme agraire se dissipent peu à peu et font place à un vigoureux renouveau d'organisation et de réflexion : le mouvement coopératif, par qui se manifeste surtout ce renouveau, progresse avec une rapidité sans précédent, et son influence s'est fait sentir jusque dans les élections aux *zemstvos*, l'an dernier; elle se fera sentir dans tous les domaines de la vie rurale.

La politique gouvernementale a été plus stérile encore en ce qui concerne les ouvriers des villes.

Avec eux, le gouvernement ne s'est pas borné à faire œuvre de répression : il a fait voter une très insuffisante loi d'assurance contre la maladie et les accidents, si insuffisante que, bien que tous les partis socialistes, à l'exception de quelques groupes locaux de notre Parti, se fussent prononcés contre le boycottage de cette loi, le prolétariat, conscient de ses intérêts et de ses droits, a eu grand' mal à en empêcher le boycottage pour ainsi dire spontané.

Le mouvement ouvrier grandit et, en 1912 et 1913, il a atteint un niveau que seule la tumultueuse année 1905 avait jamais dépassé.

Telles sont les conditions dans lesquelles le Parti socialiste révolutionnaire agit. Il ne saurait être question, tant s'en fallait, d'agir ouvertement et publiquement, puisque le fait d'adhérer au Parti est puni de relégation et de mort civile, voire même des travaux forcés. Pour agir en public, les membres du Parti doivent cacher leur qualité de socialistes-révolutionnaires et n'exposer les idées du Parti que par des moyens détournés ou de façon purement abstraite. L'organisation du Parti n'est possible qu'à condition de demeurer secrète, et encore est-elle entravée par l'espionnage et d'impitoyables persécutions. Aussi, ressemblons-nous à une armée qui, dispersée en une foule de petits détachements, mène une guerre de partisans. L'état-major du Parti reste encore en rapports avec un certain nombre de ces détachements, mais il n'est plus à même de conserver la direction, ce qui amène souvent les groupes, voire même les individus isolés, à manifester des initiatives à leurs risques et périls.

II

En 1910, année du Congrès de Copenhague, la contre-révolution russe était à sa plus haute période. Il semblait que la réaction eût vaincu pour longtemps.

En 1914, le jour du Premier Mai, à Saint-Petersbourg. 140.000 ouvriers, d'après les chiffres officiels, toujours sujets à caution, 250.000 d'après la presse indépendante, se sont mis en grève. A l'heure où nous écrivons, la classe ouvrière russe mène une lutte économique et politique qui s'amplifie chaque jour. En 1912 et en 1913, le nombre des grévistes a dépassé un million, nombre qui n'avait été atteint qu'en 1905-1907 sous la Révolution. Des syndicats ouvriers se forment et grandissent. Les centres du mouvement syndical sont à Saint-Petersbourg, Moscou, Riga, Varsovie, Bakou, Kief, Rostof-sur-le-Don. Le mouvement est particulièrement intense à Saint-Petersbourg où existent des syndicats d'ouvriers métallurgistes, imprimeurs, tisseurs, boulangers, mineurs, tanneurs, tailleurs, voituriers, polisseurs, restaurateurs, d'ouvriers du bois et de la construction, d'employés, de dessinateurs et de pharmaciens. Les grèves et la campagne pour l'assurance ouvrière ont, en 1913, fait le fond de leurs préoccupations.

A côté des syndicats déclarés, il existe d'importants syndicats occultes, parmi lesquels il faut noter la Fédération des syndicats maritimes qui groupe un grand nombre d'organisations locales de marins de la Mer Noire et de la Mer d'Azof, de la Mer Caspienne, du Danube, du Volga et de la Baltique et qui est entrée en août 1913 dans la Fédération internationale des ouvriers des transports.

Une presse ouvrière est née et se développe. La presse socialiste est chaque jour frappée de confiscation, d'amendes, de condamnations judiciaires; mais la classe ouvrière soutient énergiquement sa presse et ne recule pas même devant la grève pour protester contre les persécutions dont elle est l'objet. Ce sont les souscriptions ouvrières qui en assurent l'existence; de tous les côtés, elle reçoit des félicitations et des correspondances. Nos camarades européens qui travaillent dans des partis légaux, s'imagineront difficilement l'importance considérable qu'a cette presse au point de vue de l'organisation, étant données les conditions politiques de la

Russie où la seule adhésion au Parti socialiste révolutionnaire est réprimée par le bagne. Sans elle, jamais les socialistes russes n'auraient pu agir politiquement ni donner de mots d'ordre aux travailleurs.

Parmi les formes de la lutte politique de la classe ouvrière, il faut signaler une suite ininterrompue de grèves, auxquelles ont participé des centaines de milliers de travailleurs. En 1911, le 1^{er} mai et le jour de la mort de Tolstoï; en 1912, pour l'anniversaire du 9/22 janvier, le 4/17 avril, après la fusillade de la Léna, le 1^{er} mai et enfin en automne, après la condamnation des matelots du « Sébastopol »; en 1913, le 9/22 janvier, le 17 avril (anniversaire du massacre de la Léna), en automne, après l'affaire des matelots de Cronstadt, des poursuites contre la presse ouvrière et de l'affaire des ouvriers de l'usine d'Oboukhoff; en 1914, le 9/22 janvier, en mars à l'occasion des poursuites exercées contre la presse ouvrière et des empoisonnements des ouvrières de la fabrique Tréougnik, en avril, pour l'anniversaire de la Léna, et, à la suite des violences infligées aux députés social-démocrates et travaillistes, la grève grandiose de mai: tel est le bilan des grèves politiques de ces dernières années.

Si l'on ajoute à ces grèves héroïques, aux manifestations dans la rue, aux meetings, l'effort de renforcement des organisations du Parti, d'amples campagnes en faveur de l'assurance et de la presse, on est autorisé à dire que le prolétariat russe est entré à nouveau dans la voie de la révolution.

La campagne aussi s'est réveillée. La preuve en est fournie par les chiffres qui marquent l'accroissement du mouvement coopératif, qui est dans sa grande généralité, un mouvement rural.

En 1910, il y avait en Russie près de 13,000 coopératives.

Le 1^{er} janvier 1914, il y avait, d'après le *Messenger du Coopérateur*:

Coopératives de crédit	12.789
Coopératives de consommation.....	10.000
Sociétés agricoles	4.400
Associations agricoles	1.361
Laiteries coopératives	2.000
Associations d'artisans (<i>artels</i>)	près de 500

Au total près de 31.500

Ces associations groupent, d'après le même organe, plus de 10.000.000 de coopérateurs. Les opérations de crédit dépassent

600 millions de roubles, les opérations des coopératives de consommation 250 millions de roubles.

Ce développement coopératif, dont l'intensité est absolument sans rivale au monde, fait voir que les campagnes sont enfin sorties de la période d'apathie et que les paysans ont commencé à s'organiser. En stabilisant la situation économique des paysans, les coopératives les acheminent à la lutte politique : l'influence des coopératives s'est déjà fait sentir dans les élections municipales.

Le mouvement coopératif n'est pas tout dans les campagnes, et les paysans s'efforcent d'arracher à la noblesse foncière l'augmentation du prix du travail et la diminution du prix des baux. Ce mouvement de classe se déroule, à la campagne comme à la ville, sous la surveillance de la police et sous une véritable averse de répressions. Mais nul gouvernement au monde n'est encore parvenu à arrêter le cours de l'histoire et c'est pourquoi les masses laborieuses triomphent sûrement de l'absolutisme tsariste.

III

L'exposé de la situation et de l'activité du Parti socialiste révolutionnaire, qui a été présenté au Congrès de Copenhague, allait jusqu'à la moitié de l'année 1910. Reprenant cet exposé à partir de cette date, nous ferons tout d'abord observer que ni à la fin de 1910, ni au commencement de 1911, aucun changement sérieux ne s'est produit dans la vie du Parti.

La réaction gouvernementale et l'apathie des milieux démocratiques russes en 1910-1911 offraient alors d'insurmontables obstacles à la propagande socialiste. Tous les partis socialistes limitaient leurs efforts à réorganiser les groupes clandestins qui avaient disparu et à les faire participer à la vie de la localité; dans ce but, ils travaillaient à pénétrer les associations ouvrières des villes et des campagnes et à répandre la littérature socialiste.

Le centre des publications du Parti restait à l'étranger, où le Comité central faisait paraître *Znamia Trouda* (*Le Drapeau du Travail*), *Terre et Libérie*, *Pour le Peuple*, *l'Ouvrier* et de nombreuses brochures. En Russie, malgré d'intolérables persécutions, les organisations s'efforçaient, par toutes sortes de moyens, de publier clandestinement journaux, brochures et feuilles volantes. Citons, en dehors des proclamations, les journaux publiés à Bakou, le *Contemporain*, *Les Vagues maritimes* et la *Feuille Maritime* (destinés à la propagande parmi

les marins du commerce), les journaux paysans *Bourevestnik*, à Penza, *Terre et Liberté* et *La Lutte*, dans la région du Volga; *Notre Journal* et le *Journal des Paysans*, dans le Midi; les *Nouvelles* et *l'Unité*, dans le Centre. Tous ces journaux, dont la nomenclature est d'ailleurs fort incomplète, n'avaient qu'une existence éphémère et étaient généralement obligés d'interrompre leur publication dès les premiers numéros.

Dès la fin de 1912, et surtout au milieu de 1913, commence à paraître légalement une presse ouvrière et paysanne soumise à nos directions. Des publications surgissent en province et dans les capitales. Les répressions, les confiscations, l'arrestation des rédacteurs n'ont pas entravé et ne pouvaient entraver l'essor de cette presse où les masses ouvrières se plaisent à retrouver l'expression de leurs sentiments et de leurs besoins, et dont la vie est assurée par de petites souscriptions recueillies dans les usines et dans les champs.

Quant aux publications non légales importées de l'étranger en Russie de 1910 à 1914, en voici une liste : *Znamia Trouda* (*Le Drapeau du Travail*), organe central du Parti, 25 numéros; *Pour le Peuple* (destiné à la propagande dans l'armée), 31 numéros; *Terre et Liberté* (pour les paysans), 6 numéros; *L'Ouvrier* (destiné aux ouvriers des villes), 3 numéros; *La Cause du Peuple* (même destination), 3 numéros; *Le Socialiste-Révolutionnaire*, revue consacrée aux discussions théoriques, et un numéro de *l'Initiative*.

Comme brochures : *Lettre à la Patrie*, par Onipko, ancien député; *La Maison des intrus*, *Notes d'un Socialiste révolutionnaire* (deux éditions), *Conclusions de la Commission d'instruction sur l'Affaire Azef*, *l'Armée des Cosaques du Don*, *le Cosaque*, *l'Armée et les Romanof* (deux recueils), *la Défense du Pays*, — ces quatre dernière brochures destinées à la propagande dans l'armée.

Il faut y ajouter plusieurs numéros du *Messenger de la Fédération de l'Étranger*.

Notons également la réapparition de l'organe international du Parti, *La Tribune Russe* (1912-1913), dont la publication est actuellement en suspens faute de ressources.

L'année 1911 fut le point de départ du grand mouvement révolutionnaire qui, grâce à la jeunesse des écoles et au prolétariat des grands centres, commence à pénétrer les classes laborieuses de Russie.

Trois grands événements politiques, en 1910-1911, ont fortement influencé l'opinion publique ainsi que l'activité du Parti. Ce sont : le suicide de notre camarade Egor Sazonof, qui avait, en juillet 1904, mis à mort le ministre von Plehve, la mort de Léon Tolstoï et l'exécution de Stolypine.

Le suicide de Sazonof qui crut devoir protester ainsi contre le traitement odieux et cruel que le tsarisme inflige aux prisonniers politiques, détermina de grandes manifestations de sympathie de la part de la jeunesse des écoles et du prolétariat. Les groupes du Parti dans les villes universitaires et les ouvriers socialistes-révolutionnaires prirent une part active à ces manifestations. En réponse aux tortures en usage dans les prisons, deux attentats furent dirigés contre des représentants de l'Administration pénitentiaire, par des organisations du Parti : l'attentat (15 avril 1911) de notre camarade Lydia Roudnéf, morte depuis, contre l'inspecteur de la prison de Vologda, Effimof, puis, en août, l'attentat du camarade Lagounof contre l'inspecteur Vissotsky, à Zarentouï.

La mort de Tolstoï fut le signal dans un certain nombre de villes, surtout de villes universitaires, de manifestations auxquelles prirent également part les organisations du Parti.

En 1912, le Parti a eu à se préoccuper de deux grands événements politiques : les élections à la Douma et la massacre de la Léna.

Obligé à une existence secrète, le Parti n'a pu convoquer un Congrès général pour examiner la question électorale, et il a dû se borner à consulter les organisations locales et de dégager sur ce point l'opinion des membres du Parti.

Cette consultation permit de constater que la majorité relative de nos camarades était pour un refus motivé et démonstratif de participer aux élections, tout en considérant comme nécessaire, au point de vue de la propagande, la participation du Parti à la campagne électorale pour expliquer la tactique du Parti.

En conséquence, le Parti n'a pas posé de candidatures aux élections de la IV^e Douma; mais, à cause de son organisation imparfaite, ainsi que du peu d'intérêt qu'ont eu les élections pour la population, il n'a pu développer largement son œuvre de propagande.

Les événements de la Léna ont amené des démonstrations ouvrières importantes non seulement par leur ampleur, mais encore par l'esprit de solidarité dont elles étaient animées. Ces démonstrations ont permis à nos organisations, seules ou d'accord avec d'autres organisations socialistes, de se mêler activement à la vie politique, de reprendre leur propagande, de se rapprocher de la masse ouvrière et d'élargir ainsi leur influence matérielle et intellectuelle.

Quelle est la situation actuelle du Parti ? Il est difficile de la définir, étant donné que les conditions toutes spéciales dans lesquelles un parti secret est obligé de vivre et d'agir, empêchent de dresser la liste complète de ses organisations et

d'évaluer exactement le nombre de ses adhérents. L'action du Parti se développe sur un territoire immense et les organisations sont obligées de vivre à l'écart les unes des autres; aussi est-il extrêmement difficile d'en connaître le nombre exact et d'apprécier la portée de leur action.

Il faut mettre au premier plan l'activité du Parti dans les centres de grande industrie, tels que Saint-Petersbourg, Moscou, Bakou, ce centre de l'industrie du pétrole et du naphle où il existe d'importantes organisations ouvrières de l'industrie du naphle existe l'Union créée par nos camarades des marins de la mer Caspienne. Ce sont là les trois centres où nos organisations ont atteint le plus grand développement. Viennent ensuite, depuis quelque temps, les organisations de la région minière de l'Oural, de la région textile du Vladimir, d'Odessa, de Kief, de la région du Don, les organisations des gens de mer du littoral de la mer Noire.

Dans les régions plus spécialement agricoles, nos organisations, tout en continuant d'agir dans les milieux ouvriers et scolaires, s'efforcent d'entrer plus avant dans les milieux paysans, en se rapprochant des nombreuses associations paysannes dont, au temps de la Révolution, toute la Russie rurale fut couverte.

Parmi les organisations qui s'adonnent spécialement à l'action rurale, il faut citer d'abord celles des provinces de Poltava, Kief, Kharkof, Tchernigof, Voronège et d'une partie de la province de Kherson; viennent ensuite les organisations du Caucase du Nord, des Provinces baltiques, des régions du Volga septentrional, des provinces de Mohilef, de Vitebsk et de plusieurs villes et villages de Sibirie.

Le Parti, enfin, travaille dans les rangs de l'armée. Malgré les mesures rigoureuses prises pour maintenir les casernes à l'abri de toute influence extérieure, la propagande parmi les matelots et les soldats a pris des proportions sérieuses.

Cette propagande a pour but de lutter contre la politique aventurière du tsarisme aux abois et de préparer, pour un avenir prochain, le triomphe de la Révolution à l'intérieur.

Le journal *Pour le Peuple*, publié par le Parti pour servir cette action dans l'armée, est répandu dans la masse ouvrière et certaines organisations — celles, notamment, de Saint-Petersbourg, de Moscou et d'Odessa — ont réussi à nouer des relations permanentes dans les garnisons locales et à créer des groupes de soldats. Depuis quelque temps, on commence à travailler les officiers eux-mêmes.

A l'étranger, le Parti socialiste-révolutionnaire a eu plus d'une fois l'occasion, depuis le Congrès de Copenhague, de

Supposer à des demandes d'extradition formées par le gouvernement russe.

Rappelons les affaires de nos camarades Loutsky en Galicie, Sidortchouk en Italie, Gaïvas, Chimansky et Bouyalsky en Belgique, Babsky en France, Adamovitch en Egypte, Vinogradof en Serbie.

Nous n'avons pas réussi à sauver ces deux derniers camarades qui, contrairement à tous les usages du droit international et en violation du droit d'asile, ont été perfidement livrés aux agents du gouvernement russe.

Le Parti a pris une part active au mouvement contre la guerre. Son représentant a pris part aux meetings organisés par l'Internationale à la veille du Congrès de Bâle (Novembre 1912) et à toute une série d'autres meetings organisés en France par le Parti socialiste.

Mentionnons aussi que le Parti a contribué à l'organisation de grands meetings de protestation contre le procès Beilis, auxquels Jaurès et Francis de Pressensé ont prêté leur concours. A l'occasion de cette affaire, le Congrès d'Amiens de la Section française de l'Internationale a adressé au Parti un télégramme de sympathie.

Le Parti a organisé dans les grandes villes d'Europe une série de meetings internationaux contre l'introduction de la torture dans les prisons russes, et tout dernièrement, il a célébré, par de grandes réunions publiques, le soixantedixième anniversaire de la naissance de notre camarade Catherine Brechkovsky, coïncidant avec sa tentative d'évasion de Sibérie, tentative à la suite de laquelle elle a été écrouée à la prison d'Irkoutsk.

IV

Le progrès du mouvement révolutionnaire qui, issu du prolétariat des grandes villes, tend à gagner la Russie paysanne, impose au Parti socialiste-révolutionnaire, dont les effectifs s'accroissent rapidement, de serrer plus étroitement ses rangs. Le sentiment de l'impossibilité où nous sommes, de par notre faible organisation, d'exercer une action d'ensemble porte les groupements, qui jusqu'ici travaillaient isolément, à fédérer leurs efforts. A titre d'exemple, on peut citer la fédération des groupements de la région de Saint-Petersbourg, la tentative d'unir, par voie de Congrès régionaux, les

travailleurs de la région du Don, de Kharkof, de Poltava, de Kief, etc.

Il a été impossible, pour des raisons faciles à comprendre, après notre exposé succinct de convoquer un Congrès général du Parti, mais cette question est maintenant à l'ordre du jour. Le Congrès est appelé à jouer dans la vie du Parti un rôle important en servant de lien à tous les groupements dispersés à travers la vaste Russie et à nous préparer aux événements politiques de l'avenir.

Tels sont les renseignements, fort incomplets du reste, que nous croyons pouvoir donner au Congrès international de Vienne sur la vie et sur l'activité d'un Parti que les circonstances obligent momentanément à rester encore une organisation secrète.

30 (17) juin 1904.

